

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Président du Sénat, le 9 avril 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur une proposition de loi "modifiant la nouvelle loi communale, la loi électorale communale, la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, la loi du 11 avril 1994 organisant le vote automatisé et la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux et communaux et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale, et visant à la création de districts et à l'organisation de l'élection directe de leurs conseils" (Doc. Sénat, (1997-1998), n° 1-907/1), a donné le 3 juin 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 9 april 1998 door de Voorzitter van de Senaat verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een wetsvoorstel "tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, de gemeentekieswet, de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen, de wet van 11 april 1994 tot organisatie van de geautomatiseerde stemming en de wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn, strekkende tot de oprichting van districten en de organisatie van de rechtstreekse verkiezing van hun raden" (Gedr. St. Senaat, (1997-1998), nr. 1-907/1), heeft op 3 juni 1998 het volgende advies gegeven :

Observations générales

1. Il est renvoyé à l'avis donné ce jour sur une proposition de loi spéciale "modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles" (L. 27.626/2), selon lequel c'est à la loi qu'il appartient de régler la tutelle sur les organes territoriaux intracommunaux.

La présente proposition de loi doit être complétée en ce sens.

2. L'article 41, alinéas 2 et 3, de la Constitution dispose :

"La loi définit les compétences, les règles de fonctionnement et le mode d'élection des organes territoriaux intracommunaux pouvant régler des matières d'intérêt communal.

Ces organes territoriaux intracommunaux sont créés dans les communes de plus de 100.000 habitants à l'initiative de leur conseil communal. Leurs membres sont élus directement. En exécution d'une loi adoptée à la majorité définie à l'article 4, dernier alinéa, le décret ou la règle visée à l'article 134 règle les autres conditions et le mode suivant lesquels de tels organes territoriaux intracommunaux peuvent être créés."

La loi proposée prévoit la création de trois organes territoriaux intracommunaux: le "conseil de district", dont les membres sont élus directement, le "bureau" et un "président", élus par le conseil en son sein.

.../...

Le conseil exercerait les compétences d'intérêt communal déléguées par le conseil communal, ainsi que des compétences attribuées expressément par la loi proposée ou en vertu de celle-ci, par d'autres lois ou en vertu d'autres lois, ou par des décrets ou des ordonnances (article 340, § 1er, proposé de la nouvelle loi communale). Il serait également chargé de l'exécution de lois, décrets, ordonnances, règlements et décisions, quand elle lui est confiée (article 343 proposé).

Le bureau et le président exerceraient les compétences dans les matières d'intérêt communal qui leur seraient déléguées par le bourgmestre ou le collège des bourgmestre et échevins (article 340, § 3, proposé de la nouvelle loi communale). Le texte n'indique pas clairement si des compétences pourraient également leur être accordées par la loi, le décret ou l'ordonnance. L'article 345 proposé leur attribue toutefois expressément des compétences en matière d'administration des établissements communaux, de direction des travaux communaux et d'état civil (1).

Ces dispositions suscitent plusieurs objections d'ordre constitutionnel.

Tout d'abord, la loi proposée n'attribue pas elle-même des compétences au conseil de district, alors que l'article 41 de la Constitution prévoit que c'est la loi qui doit définir les compétences des organes intracommunaux.

(1) Voir toutefois les observations formulées à l'égard de cette disposition.

Ensuite, elle prévoit que d'autres lois, des décrets ou des ordonnances peuvent attribuer des compétences aux conseils de district.

L'article 41 de la Constitution ne permet toutefois d'attribuer des compétences aux organes territoriaux intracommunaux que dans les seules matières qui sont d'intérêt communal, au sens de l'alinéa 1er de cette disposition.

L'attribution de compétences décentralisées a, en effet, été évoquée, lors des travaux préparatoires de la révision de l'article 41 de la Constitution, dans les termes suivants :

"Un membre fait observer que l'article 162 de la Constitution prévoit que la loi consacre l'application des principes suivants :

«(...)

- 2° l'attribution aux conseils provinciaux et communaux de tout ce qui est d'intérêt provincial et communal (...);
- 3° la décentralisation d'attributions vers les institutions provinciales et communales».

Le projet de révision de l'article 41 n'envisage quant à lui, que des matières d'intérêt communal. La question qui se pose dès lors, est de savoir si les matières qui sont décentralisées vers les communes pourraient être décentralisées, avec l'accord de la commune, vers les conseils de district.

Un autre membre explique que ce problème sera abordé lors de la révision de l'article 162.

Le premier ministre déclare que si l'article 41 ne traite que des intérêts exclusivement communaux, il renvoie aux principes qui sont établis par la Constitution. Ceux-ci sont fixés à l'article 162. Il rappelle

.../...

par ailleurs, que les auteurs ont toujours combiné ces deux articles. Le terme «intérêt communal» pourrait dès lors également viser les matières décentralisées mais une telle interprétation devrait être précisée.

*
* *

Votre rapporteur communique que suite à la réunion commune avec la commission des affaires institutionnelles du Sénat, la signification du texte n'était pas que les matières qui sont décentralisées vers les communes puissent être décentralisées vers les conseils de district." (1).

Enfin, selon la proposition de loi, seuls les membres des conseils de district sont élus directement.

Les membres du bureau et le président sont élus à leur fonction par le conseil de district en son sein.

Strictelement, bien qu'étant des élus directs, les membres du bureau et le président ne sont donc pas élus directement par les électeurs à cette fonction.

La proposition contrevient, dès lors, à l'article 41 de la Constitution qui prévoit que les membres des organes territoriaux intracommunaux doivent être élus directement.

(1) Doc. parl., Chambre, 572/4-1995/1996, pp. 10 et 11.

3. La proposition abuse de l'expression "mutatis mutandis". Dans de nombreux cas (1), on n'aperçoit pas précisément ce qui doit être modifié dans les dispositions auxquelles il est fait référence. Une telle méthode législative est source d'insécurité juridique.

Observations particulières

Article 2

Article 331 proposé

1. Le paragraphe 2, qui fixe le nombre de membres du conseil de district par référence à l'article 8 de la nouvelle loi communale, rend l'article 5 de cette même loi applicable "mutatis mutandis".

Cet article 5 prévoit que la classification des communes prévue à l'article 8 est mise en concordance, par arrêté royal, avec le chiffre de la population résultant du recensement décennal.

Une classification similaire des districts ne peut être réalisée par arrêté royal. Elle est, en effet, fonction du nombre et de l'étendue de chacun des districts, qui relèvent de la compétence des régions en vertu de l'article 41, alinéa 3, de la Constitution et de l'article 6, § 1er, VIII, 4°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de

(1) Les observations particulières font état de certaines hésitations qu'entraîne l'utilisation de cette expression.

réformes institutionnelles, tel qu'il est inséré par la proposition de loi spéciale faisant l'objet de la demande d'avis L. 26.726/2.

2. Plutôt que de prévoir l'application "mutatis mutandis" de plusieurs dispositions de la loi communale relatives à l'élection directe et à la démission du membre élu ou à la fin de son mandat, il vaut mieux préciser, comme le fait l'article 332, § 4, 3°, proposé que la démission soit remise au conseil de district.

Article 332 proposé

Le paragraphe 4, en tant qu'il vise également les membres des conseils de district est partiellement redondant avec l'article 331, § 3, proposé, qui renvoie également aux articles 4, 17, 22, 80 et 81. Ce double renvoi à des dispositions existantes nuit à la clarté et est source d'insécurité juridique.

Mieux vaut fusionner ces deux dispositions, en précisant que les droits et obligations des bourgmestre, échevins et conseillers communaux, prévus par les dispositions auxquelles il est fait référence, sont applicables respectivement (et non "mutatis mutandis", les modifications devant être expressément prévues) au président du conseil de district, aux membres du bureau et aux conseillers de district.

.../...

Article 345 proposé

L'alinéa 1er, première phrase, prévoit que l'article 123, 3° et 5°, qui charge le collège des bourgmestre et échevins de l'administration des établissements communaux et de la direction des travaux communaux, et les articles 125 et 126, relatifs à la tenue des registres de l'état civil,

"s'appliquent mutatis mutandis au bureau du conseil de district, étant entendu que le président se substitue au bourgmestre et que le collège des bourgmestre et échevins est remplacé par le bureau."

Telle qu'elle est rédigée, cette disposition est incompréhensible. Signifie-t-elle, par exemple, que lorsque des organes territoriaux intracommunaux sont créés, les compétences du collège des bourgmestre et échevins, en matière d'administration des établissements communaux ou de "la direction de" travaux communaux sont exercées par les bureaux des districts ? Ou bien s'agit-il seulement des établissements créés par les conseils de district et des travaux décidés par le conseil de district ?

Sous réserve de l'observation générale relative au mode d'élection de ces organes, mieux vaut décrire expressément quelles sont les attributions qui leur sont conférées, plutôt que de renvoyer aux dispositions précitées de la nouvelle loi communale.

.../...

La deuxième phrase du même alinéa :

"Ce règlement est applicable aux communes dotées de conseils de district en application de l'article 127 de la présente loi"

est tout aussi obscure. L'article 127 en question, que la loi proposée ne modifie pas, dispose que :

"pour la tenue des actes de l'état civil, le Roi peut, lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient et après avoir pris l'avis de la députation permanente, diviser le territoire de la commune en districts dont il fixe les limites.".

En tout état de cause, il ne peut être attribué au Roi la compétence de diviser le territoire de la commune en districts pour les doter de conseils de district. Cette compétence appartient aux régions, sur l'initiative du conseil communal, en vertu de l'article 41, alinéa 3, de la Constitution et de l'article 6, § 1er, VIII, 4°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, tel qu'il est inséré par la proposition de loi spéciale faisant l'objet de la demande d'avis L. 26.726/2.

Article 346 proposé

Le mot "tutelle" ne peut pas être retenu car il est inadéquat. Il convient de préciser les intentions de l'auteur de la proposition à ce sujet. Celui-ci utilise en néerlandais le terme "toezicht" : faut-il entendre par là que les compétences disciplinaires sont exercées par le conseil de district ou bien qu'elles le sont par le conseil

.../...

communal ? Il y a lieu de préciser la disposition proposée sur ce point.

Article 349 proposé

Le deuxième tiret, dont les textes français et néerlandais ne correspondent pas, doit être revu pour préciser sous quelle autorité le "receveur local" est placé.

Article 3

Article 86 proposé

Cette disposition prévoit que pour être électeur aux élections des conseils de district, il faut être inscrit "dans les registres de la population du district".

Ceci suppose que de tels registres préexistent à l'élection des premiers conseils des districts, ce qui ne sera pas le cas.

Article 97 proposé

L'expression "mutatis mutandis" soulève des difficultés d'interprétation. Pour le calcul du nombre de signatures d'électeurs requises, faudra-t-il prendre en compte le chiffre de la population de la commune ou du district ?

.../...

Article 7

Cette disposition doit être omise. Elle ne tient, en effet, pas compte de la modification apportée par la loi du 5 avril 1995 à l'article 7, § 3, 2° et 3°, de la loi du 11 avril 1994 organisant le vote automatisé.

Observations finales

Le texte de la proposition de loi doit être mieux rédigé. A titre d'exemple :

1. Dans le texte français de l'article 332 proposé, § 1er, alinéa 1er, et § 2, alinéa 2, il convient de remplacer chaque fois les mots "cession du mandat" par les mots "renonciation au mandat".

2. A l'article 90 proposé, l'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"La réunion ordinaire des électeurs à l'effet de procéder au renouvellement des conseils de district a lieu en même temps que celle prévue à l'article 7, alinéa 1er."

3. A l'article 92 proposé, le mot "authentiques" doit être remplacé par le mot "conformes".

.../...

4. Dans le texte français de l'article 117 proposé, il y a lieu de remplacer le mot "démissionnaires" par le mot "sortants".

Algemene opmerkingen

1. Er wordt verwezen naar het advies dat heden uitgebracht is over een voorstel van bijzondere wet "tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen" (L. 27.626/2), volgens welk advies het toezicht over de binnengemeentelijke territoriale organen bij wet dient te worden geregeld.

Het huidige wetsvoorstel moet in die zin aangevuld worden.

2. Artikel 41, tweede en derde lid, van de Grondwet bepaalt het volgende :

"De wet stelt de bevoegdheden, de werkingsregels en de wijze van verkiezing vast van de binnengemeentelijke territoriale organen die aangelegenheden van gemeentelijk belang kunnen regelen.

Die binnengemeentelijke territoriale organen worden opgericht in gemeenten met meer dan 100.000 inwoners op initiatief van hun gemeenteraad. Hun leden worden rechtstreeks verkozen. Ter uitvoering van een wet, aangenomen met de in artikel 4, laatste lid, bepaalde meerderheid, regelt het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel de overige voorwaarden waaronder en de wijze waarop dergelijke binnengemeentelijke territoriale organen kunnen worden opgericht."

De voorgestelde wet voorziet in de oprichting van drie binnengemeentelijke territoriale organen : de "districtsraad", waarvan de leden rechtstreeks verkozen worden, het "bureau" en een "voorzitter", die de raad uit zijn midden kiest.

.../...

De raad zou de bevoegdheden van gemeentelijk belang uitoefenen die de gemeenteraad overdraagt, alsmede bevoegdheden die uitdrukkelijk toegewezen worden door of krachtens de voorgestelde wet, andere wetten, decreten of ordonnanties (voorgestelde artikel 340, § 1, van de nieuwe gemeentewet). De raad zou eveneens belast worden met de uitvoering van wetten, decreten, ordonnanties, reglementen en besluiten, wanneer zulks aan die raad is opgedragen (voorgestelde artikel 343).

Het bureau en de voorzitter zouden in aangelegenheden van gemeentelijk belang de bevoegdheden uitoefenen die hun overgedragen worden door de burgemeester of door het college van burgemeester en schepenen (voorgestelde artikel 340, § 3, van de nieuwe gemeentewet). In de tekst is niet duidelijk aangegeven of hun eveneens bij wet, decreet of ordonnantie bevoegdheden zouden kunnen worden toegewezen. In het voorgestelde artikel 345 worden hun evenwel uitdrukkelijk bevoegdheden toegewezen inzake het beheer van de gemeentelijke instellingen, de leiding van de gemeentewerken en de burgerlijke stand (1).

Deze bepalingen stuiten op verschillende bezwaren van grondwettelijke aard.

(1) Zie evenwel de opmerkingen die gemaakt zijn over deze bepaling.

In de eerste plaats wijst de voorgestelde wet niet zelf bevoegdheden toe aan de districtsraad, terwijl artikel 41 van de Grondwet bepaalt dat de wet de bevoegdheden van de binnengemeentelijke organen vaststelt.

Verder bepaalt die wet dat andere wetten, decreten of ordonnanties bevoegdheden kunnen toewijzen aan de districtsraden.

Volgens artikel 41 van de Grondwet kunnen evenwel alleen in aangelegenheden van gemeentelijk belang in de zin van het eerste lid van deze bepaling bevoegdheden worden toegewezen aan de binnengemeentelijke territoriale organen.

Over de toewijzing van gedecentraliseerde bevoegdheden is immers het volgende gezegd bij de parlementaire voorbereiding met het oog op de herziening van artikel 41 van de Grondwet :

"Een lid merkt op dat artikel 162 van de Grondwet bepaalt dat de wet de toepassing van de volgende beginselen verzekert :

«(...)

- 2° de bevoegdheid van de provincieraden en van de gemeenteraden voor alles wat van provinciaal en van gemeentelijk belang is (...);
- 3° de decentralisatie van bevoegdheden naar de provinciale en gemeentelijke instellingen».

Het ontwerp tot herziening van artikel 41 slaat alleen maar op aangelegenheden van gemeentelijk belang. De vraag rijst dan ook of de aangelegenheden die naar de gemeenten worden gedecentraliseerd, met instemming van de gemeente naar de districtsraden kunnen worden gedecentraliseerd.

.../...

Een ander lid verklaart dat dit vraagstuk bij de herziening van artikel 162 aan bod zal komen.

De eerste minister verklaart dat artikel 41 weliswaar over uitsluitend gemeentelijke belangen alleen handelt, maar ook naar de beginselen verwijst die bij de Grondwet zijn vastgelegd. Die beginselen worden in artikel 162 vastgelegd. Hij brengt voorts in herinnering dat de indieners beide artikelen steeds in samenhang hebben behandeld. Het begrip «gemeentelijk belang» kan dus ook op de gedecentraliseerde aangelegenheden slaan, maar zo'n interpretatie zou dan nader moeten worden omschreven.

*

* *

Uw rapporteur deelt mee dat na de gezamenlijke vergadering met de Senaatscommissie voor de Institutionele Aangelegenheden bleek dat de tekst niet betekende dat de mogelijkheid kon worden ingebouwd om aangelegenheden die naar de gemeenten worden gedecentraliseerd, op hun beurt naar de districtsraden te decentraliseren." (1).

Volgens het wetsvoorstel, ten slotte, worden alleen de leden van de districtsraden rechtstreeks verkozen.

De leden van het bureau en de voorzitter worden in hun functie binnen de districtsraad verkozen.

Hoewel ze strikt genomen rechtstreeks gekozenen zijn, worden de leden van het bureau en de voorzitter dus niet rechtstreeks in die functie door de kiezers verkozen.

(1) Gedr. St., Kamer, 572/4-1995/1996, blz. 10 en 11.

Het voorstel is dan ook in strijd met artikel 41 van de Grondwet, dat bepaalt dat de leden van de binnengemeentelijke territoriale organen rechtstreeks dienen te worden verkozen.

3. In het voorstel wordt overdreven gebruik gemaakt van de uitdrukkingen "van overeenkomstige toepassing op" en "eveneens van toepassing op". In vele gevallen (1) is het niet duidelijk wat precies dient te worden gewijzigd in de bepalingen waarnaar verwezen wordt. Deze wetgevings-technische methode geeft aanleiding tot rechtsonzekerheid.

Bijzondere opmerkingen

Artikel 2

Voorgestelde artikel 331

1. Doordat in paragraaf 2 het aantal voor de districtsraad te verkiezen leden vastgesteld wordt door verwijzing naar artikel 8 van de nieuwe gemeentewet, is artikel 5 van dezelfde wet "van overeenkomstige toepassing".

Dat artikel 5 bepaalt dat de rangschikking van de gemeenten overeenkomstig artikel 8 bij koninklijk besluit in

(1) In de bijzondere opmerkingen wordt aangegeven dat het gebruik van die uitdrukking aanleiding geeft tot enige twijfel.

overeenstemming wordt gebracht met het bevolkingscijfer dat blijkt uit de tienjaarlijkse volkstelling.

Een soortgelijke rangschikking van de districten kan niet bij koninklijk besluit geschieden. Hierbij moet immers rekening worden gehouden met het aantal districten en de omvang van elk ervan, aangelegenheden die behoren tot de bevoegdheid van de gewesten naar luid van artikel 41, derde lid, van de Grondwet en van artikel 6, § 1, VIII, 4°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals ingevoegd bij het voorstel van bijzondere wet waarover advies L. 26.726/2 handelt.

2. Het is verkieslijk te preciseren, zoals in het voorgestelde artikel 332, § 4, 3°, dat het ontslag wordt ingediend bij de districtsraad, veeleer dan voor te schrijven dat verschillende bepalingen van de gemeentewet betreffende de rechtstreekse verkiezing en het ontslag van het lid dat verkozen is of wiens mandaat verstrijkt, "van overeenkomstige toepassing" zijn.

Voorgestelde artikel 332

In zoverre hij eveneens betrekking heeft op de leden van de districtsraden, is paragraaf 4 een gedeeltelijke herhaling van het voorgestelde artikel 331, § 3, dat eveneens verwijst naar de artikelen 4, 17, 22, 80 en 81. Die dubbele verwijzing naar bestaande bepalingen doet afbreuk aan de bevattelijkheid en kan aanleiding geven tot rechts-onzekerheid.

.../...

Het is beter die twee bepalingen samen te voegen en te preciseren dat de rechten en verplichtingen van de burgemeester, schepenen en gemeenteraadsleden, waarin de bepalingen voorzien waarnaar verwezen wordt, respectievelijk toepasselijk zijn (doch niet "van overeenkomstige toepassing", omdat de wijzigingen uitdrukkelijk bepaald moeten zijn) op de voorzitter van de districtsraad, de leden van het bureau en de leden van de districtsraad.

Voorgestelde artikel 345

In de eerste zin van het eerste lid wordt bepaald dat artikel 123, 3° en 5°, waarbij het college van burgemeester en schepenen belast wordt met het beheer van de gemeentelijke instellingen en met de leiding van de gemeentewerken, en de artikelen 125 en 126, die betrekking hebben op het houden van de registers van de burgerlijke stand,

"van overeenkomstige toepassing zijn op het bureau van de districtsraad, met dien verstande dat de voorzitter optreedt in de plaats van de burgemeester en dat het college van burgemeester en schepenen wordt vervangen door het bureau."

Die bepaling is onbegrijpelijk in haar huidige lezing. Houdt ze in dat bij de oprichting van binnengemeentelijke territoriale organen de bevoegdheden van het college van burgemeester en schepenen inzake het beheer van de gemeentelijke instellingen of de leiding van de gemeentewerken uitgeoefend worden door de districtsraden ? Of gaat het alleen om de instellingen opgericht door de

.../...

districtsraden en om de werken waartoe de districtsraden besloten hebben ?

Onder voorbehoud van de algemene opmerking over de wijze van verkiezing van die organen, is het beter de aan die organen toegewezen bevoegdheden uitdrukkelijk te omschrijven, veeleer dan te verwijzen naar de voormelde bepalingen van de nieuwe gemeentewet.

De tweede zin van hetzelfde lid, namelijk :

"Deze regeling geldt voor de gemeenten met districtsraden ter uitvoering van artikel 127 van deze wet"

is al even onduidelijk. Het desbetreffende artikel 127, dat niet wordt gewijzigd door de voorgestelde wet, bepaalt het volgende :

"Voor het houden van de akten van de burgerlijke stand kan de Koning, wanneer uitzonderlijke omstandigheden dit wettigen en na het advies van de bestendige deputatie van de provincieraad te hebben ingewonnen, het grondgebied van de gemeente verdelen in districten, waarvan Hij de grenzen bepaalt.".

Hoe dan ook kan niet aan de Koning de bevoegdheid worden opgedragen om het grondgebied van de gemeente te verdelen in districten teneinde die te voorzien van districtsraden. Die bevoegdheid komt toe aan de gewesten, op initiatief van de gemeenteraad, naar luid van artikel 41, derde lid, van de Grondwet en van artikel 6, § 1, VIII, 4°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der

.../...

instellingen, zoals ingevoegd bij het voorstel van bijzondere wet waarover advies L. 26.726/2 handelt.

Voorgestelde artikel 346

In de Franse tekst kan het woord "tutelle" niet gebruikt worden, omdat het ongeschikt is. De bedoelingen van de steller van het voorstel dienen op dat punt te worden verduidelijkt. Deze gebruikt in het Nederlands de term "toezicht", wat de vraag doet rijzen of hiermee bedoeld wordt dat de bevoegdheden in tuchtzaken uitgeoefend worden door de districtsraad, dan wel door de gemeenteraad. De voorgestelde bepaling behoort op dat punt te worden verduidelijkt.

Voorgestelde artikel 349

Onder het tweede streepje behoren de Franse en de Nederlandse tekst, die onderling niet overeenstemmen, te worden herzien en behoort aangegeven te worden onder welk gezag de "plaatselijke ontvanger" geplaatst wordt.

Artikel 3

Voorgestelde artikel 86

Volgens deze bepaling moet men ingeschreven zijn "in de bevolkingsregisters van het district" om kiezer te kunnen zijn voor de verkiezingen van de districtsraad.

.../...

Dit veronderstelt dat die registers bestaan vóór de verkiezing van de eerste districtsraden, wat niet het geval zal zijn.

Voorgestelde artikel 97

De uitdrukking "van overeenkomstige toepassing" doet interpretatieproblemen rijzen. De vraag is of voor de berekening van het vereiste aantal handtekeningen van kiezers het bevolkingscijfer van de gemeente, dan wel dat van het district in aanmerking moet worden genomen.

Artikel 7

Deze bepaling behoort te vervallen. Hierin wordt immers geen rekening gehouden met de wijziging die door de wet van 5 april 1995 aangebracht wordt in artikel 7, § 3, 2° en 3°, van de wet van 11 april 1994 tot organisatie van de geautomatiseerde stemming.

Slotopmerkingen

De tekst van het wetsvoorstel kan beter geredigeerd worden. Hierna volgen enkele voorbeelden :

1. In de Franse tekst van het voorgestelde artikel 332, § 1, eerste lid, en § 2, tweede lid, behoren de

.../...

woorden "cession du mandat" telkens vervangen te worden door de woorden "renonciation au mandat".

2. In het voorgestelde artikel 90 zou het eerste lid beter als volgt geredigeerd zijn :

"... tegelijkertijd met die waarvan sprake is in artikel 7, eerste lid."

3. In het voorgestelde artikel 92 behoren de woorden "voor echt verklaarde uittreksels" te worden vervangen door de woorden "eensluidend verklaarde uittreksels".

4. In de Franse tekst van het voorgestelde artikel 117 dient het woord "démissionnaires" te worden vervangen door het woord "sortants".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

F. DELPEREE,
J.-M. FAVRESSE,

président,
voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame B. VIGNERON,
Mevrouw

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coordination
a été rédigée et exposée par
Mme G. JOTTRAND, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, adjunct-
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opgesteld
en toegelicht door
Mevr. G. JOTTRAND, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

J.-J. STRYCKMANS